

Le 19 mars 2005 à Bruxelles

Mobilisation

pour une autre

Europe

■ La construction européenne est marquée par le libéralisme ■ Son seul objectif est la généralisation de la concurrence et l'ouverture générale des marchés ■ Les conséquences sont connues : destruction des services publics, mise en concurrence des salariés, délocalisations, casse des droits sociaux, augmentation de la précarité, du chômage et de la pauvreté ■ La Constitution aggravera cette situation ■ La mobilisation au niveau européen est indispensable ■

Suite au Forum social européen de Londres, les mouvements sociaux ont lancé un appel à une manifestation euro-péenne le 19 mars contre la guerre, le racisme et le libéralisme, contre les privatisations, la directive Bolkestein... pour une Europe des droits et de la solidarité entre les peuples.

Les Chefs d'Etat et de gouvernement européens se réunissent à Bruxelles les 22 et 23 mars pour faire une évaluation du processus de Lisbonne. C'est là qu'ont été décidées les grandes orientations des politiques d'emploi. Leur objectif est de faire de l'économie européenne l'économie la plus compétitive du monde. Les conséquences sont connues : mise en concurrence des salariés, chantage aux délocalisations, précarisation, remise en cause des systèmes de retraite et d'indemnisation du chômage. Les principes de solidarité sont remplacés par des systèmes de protection sociale de plus en plus individualisés. Aucune harmonisation sociale n'est pré-

vue : elle est même formellement interdite dans le projet de Constitution.

Exemple de cette politique : la directive Bolkestein vise à instaurer «le principe du pays d'origine» pour les entreprises de services. En clair : n'importe quelle entreprise européenne de services obtenant un marché en France ne serait plus tenue d'appliquer le Code du travail français, mais celui du pays où est installé son siège social. C'est le dumping social généralisé.

Ce projet de directive illustre bien l'Europe qu'ils veulent nous imposer : une Europe qui favorise les profits, qui tourne le dos aux droits sociaux, aux services publics et aux solidarités.

La Constitution consacre les principes du libéralisme comme valeur fondatrice de l'Union Européenne. C'est parce que nous refusons une Europe qui se réduise à un marché unique, où la concurrence et le profit sont les seuls moteurs de sa construction, que l'Union syndicale Solidaires s'est prononcée contre ce projet de Constitution . Au contraire, nous avons besoin d'une Europe qui garantisse des droits sociaux de haut niveau, une Europe au service de ses habitants et non pas des multinationales. C'est sur ces bases que nous manifesterons à Bruxelles le 19 mars avec tous les mouvements sociaux européens.

Union
syndicale
Solidaires

93bis rue de Montreuil
75011 Paris

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14

www.solidaires.org
contact@solidaires.org